



## Coalition Financements - Septembre 2016

---

CITIES CLIMATE  
FINANCE  
LEADERSHIP  
ALLIANCE



UCLG  
United Cities  
and Local Governments



### PROJET DE FEUILLE DE ROUTE COALITION FINANCEMENT SEPTEMBRE 2016

Le Sommet international Climate Chance réunira à Nantes, les 26-27-28 septembre 2016, les acteurs non-étatiques de la lutte contre le dérèglement climatique.

A cette occasion, suivant l'objectif fixé par l'ensemble des co-organisateur du *Sommet Climate Chance*, les recommandations du Sommet Climat et Territoires qui s'est déroulé à Lyon les 1<sup>er</sup> et 2 juillet 2015, et pour faire suite à la COP 21 de Paris, un regroupement d'acteurs engagés pour le financement des territoires et des populations les plus impactées par le changement climatique et les moins soutenues par les autorités nationales, œuvre pour la constitution d'une Coalition d'acteurs non étatiques sur la Finance Climat des Territoires.

En tant que "proposition-cadre", cette feuille de route présente à la fois l'état d'avancement et les problématiques spécifiques d'une possible Coalition Financement se situant à la croisée des visions, orientations, besoins, expertises et innovations propres à chaque acteur concernés . Elle propose également un socle d'actions qui pourraient être menées en vue de :

- **Créer progressivement une culture commune de la coopération multiacteurs non étatiques sur la question du financement, et un *inventaire* des expériences territoriales** intégrant une diversité d'interventions complémentaires (institutions ou modalités de travail mises en place, types de cadres légaux ou réglementaires, instruments et sources de financement mobilisés, modèles financiers sous jacents, impacts et co-bénéfices, etc.)



## Coalition Financements - *Septembre 2016*

---

- **Contribuer, par des propositions conjointes, à la définition d'ingénieries, de stratégies et de logiques coordonnés de financement** afin de mobiliser de nouvelles ressources, mieux canaliser les ressources existantes et leur utilisation performante, en vue de la mise en oeuvre des engagements inscrits dans l'Accord de Paris et dans le plan d'action GCAA, avec en point de mire la réévaluation des NDCs en 2018 et la mise en oeuvre de l'Agenda 2030 et du Nouvel Agenda Urbain Habitat III.

Cette proposition de feuille de route, qui a vocation à évoluer à partir des propositions qui seront recueillies, s'appuie sur les premières recommandations établies durant le Sommet de Lyon et la COP21 ainsi que sur les recommandations d'Alliances telles que la *Cities Climate Finance Leadership Alliance* (CCFLA) et la *Global Task Force des gouvernements locaux et régionaux*, le groupe femmes et genre observateur au sein de la CCNUCC, les contributions des autres coalitions thématiques de Climate Chance et les contributeurs des ateliers portant sur le financement de l'action climatique (voir Annexe).

Le Forum Financement de Climate Chance qui se déroulera **le 27 septembre** à l'occasion du Sommet, permettra :

- d'élaborer des passerelles entre les positions, propositions, expertises et accélérer la coopération et la solidarité autour des ressources (accès, mobilisation, gestion) et ingénieries (compétences, innovations, empowerment) d'une part,
- et avancer sur la réalisation d'une feuille de route commune de la Coalition et sa stratégie jusqu'à 2018 d'autre part, en précisant les objectifs, les moyens d'agir de la coalition, ainsi que les enjeux communs et les préconisations qu'elle souhaite porter pour la Conférence Habitat III et la COP 22 auprès des gouvernements et de leurs institutions.

## 1. Eléments de contexte

Les défis liés à l'urbanisation rapide et aux dérèglements climatiques actuels appellent les acteurs non-étatiques à s'allier pour mener les actions favorisant un changement systémique des pratiques et des modèles de production et de consommation, en vue d'engager les investissements nécessaires à la réalisation des Objectifs de Développement Durables.

Plus de 2,5 milliards de dollars par an d'investissement dans des infrastructures résilientes, inclusives et climato-compatibles seraient nécessaires pour maintenir le réchauffement climatique à deux degrés d'ici 2050 quand, à titre d'exemple, seuls environ 9% des ressources des grandes banques de développement sont fléchés vers le financement climat du niveau infranational (et en grande majorité vers les projets d'atténuation)<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> *Cities Climate Finance Report* – CCFLA -2015



## Coalition Financements - *Septembre 2016*

---

En réponse, de nombreux acteurs ont récemment développés leurs offres de solutions innovantes adaptés aux caractéristiques des projets et acteurs financés et les Etats se sont engagés à faciliter l'accès des acteurs locaux et des populations défavorisées à la finance climat, mais les freins à l'investissement persistent et le financement de des actions relatent un manque crucial d'information sur les outils et mécanismes de financement disponibles et développés d'une part, et la complexité des montages et des compétences juridiques et financières requises d'autre part qui nécessitent la mobilisation d'une panoplie large de financements à la fois publics et privés, institutionnels et citoyens, locaux, nationaux, et internationaux.

En outre, de nouvelles institutions ou systèmes d'intervention demeurent à créer pour certains types de territoires (ruraux et péri-urbains), d'investissements non rentables (hôpitaux, centres de santé etc.) et de segments de la population non intégrés (femmes, paysans, populations à bas revenu vivant dans des quartiers informels ou non aménagés correctement par la puissance publique et privée etc.)

Aux côtés des engagements des Etats (NDCs), un ensemble large d'acteurs - issus notamment de la finance publique et privée déjà réunis en coalition, se sont engagés dans un processus visant l'adoption d'un Agenda mondial transformatif du Développement Durable.

L'objet de la Coalition Financement est de contribuer à la mise en œuvre de ce processus sur le segment transversal et déterminant du financement de l'action climat territoriale.

En ce sens, la Coalition se donne pour **priorité de mettre en commun l'information disponible collectée auprès de ses membres. Elle s'attachera également à ce que les financements parviennent effectivement au niveau local, tout comme l'expertise financière nécessaire pour renforcer les acteurs non étatiques dans leurs capacités d'ingénierie et d'innovation.** Au final, elle ambitionne de favoriser la création d'une culture commune du financement de la résilience et du développement durable et inclusif depuis les territoires.

## 2. Fonctionnement, Gouvernance et mode opératoire

**La Coalition Financement des acteurs non-étatiques en faveur du financement de territoires résilients encourage les synergies et rassemble des partenaires d'horizon différents<sup>2</sup>, qui se mobilisent en vue de la localisation à la fois des sources de financement et de l'expertise financière.** Dans cette perspective, ses membres se proposent de partager au maximum l'information dont ils disposent, et de rechercher les complémentarités et synergies tant sur le volet du plaidoyer international porté notamment durant les COP, que sur les programmes d'actions développées par chacun.

S'agissant d'une thématique transversale, la coalition travaille en étroite collaboration avec les autres coalitions thématiques et sectorielle, et plus particulièrement<sup>3</sup> avec celles relatives à la gouvernance, à la planification, à l'accès à l'eau, à l'Energie, et à la coopération décentralisée.

---

<sup>2</sup> Cf annexe 1.

<sup>3</sup> Cf. annexe 2.



## Coalition Financements - *Septembre 2016*

---

Le co-pilotage de la coalition est assuré par des organisations représentatives de la diversité de ses membres initiateurs : CGLU et FMDV représentant les gouvernements locaux, métropolitains et régionaux, le GERES et WECF la société civile, et la CCFLA une coalition préexistante regroupant des réseaux de collectivités, des gouvernements centraux et des bailleurs de fonds privés et publics, des ONG et centres de recherche, des agences UN, qui se sont réunis afin de proposer un ensemble de mesures créées pour catalyser et accélérer les investissements bas carbone et résilients, et constituer les environnements favorables au renforcement du pouvoir d'agir et des capacités des acteurs impliqués.

Au niveau du fonctionnement opérationnel, il est proposé de mobiliser dans un premier temps les énergies volontaires nécessaires pour organiser le partage d'information, la mise en synergie des initiatives, et assurer une veille et un suivi des activités des membres .

Il conviendra également de se donner les moyens d'articuler les activités de la coalition avec celles des coalitions d'acteurs territoriaux déjà existantes pour le climat (issues des réseaux de collectivités, de citoyens ou groupes d'acteurs spécifiques – femmes, migrants, habitat, etc.- du secteur privé, des investisseurs publics et privés, etc. notamment celles engagées dans le GCAA).

### 3. Objectifs prioritaires

A la lumière des analyses existantes notamment celles qui ont permis d'identifier les freins à l'investissement local<sup>4</sup>, la coalition se fixe pour objectifs prioritaires de:

- **Rassembler une coalition élargie d'acteurs mobilisés** sur le financement de l'action climat locale en continuant d'associer les porteurs des initiatives de l'Agenda de l'Action qui ont été lancées durant la COP21 à Paris, et les acteurs également impliqués dans les autres processus de négociations climat, et **canaliser les ressources financières nécessaires à la réalisation d'objectifs ambitieux pour le climat à l'échelle des territoires.**
- **Identifier les initiatives innovantes et structurantes qui invitent à la coopération** (formats de partenariats pour une déclinaison effective des NDCs en politiques publiques qui renforcent et optimisent les canaux de financement local par exemple) **et à l'intégration** (des populations marginalisées) **et qui visent un changement d'échelle et d'ambition** en termes de réduction des émissions carbone. Pour se faire, après avoir défini un cadre de travail commun pour le partage, les membres de la coalition porteront à chacun la connaissance de leurs actions et expériences et définiront les méthodes d'échanges et de capitalisation de l'expérience collective. Il s'agira enfin de **les promouvoir, les renforcer, les accélérer en vue d'un changement systémique** (alimenté via les différents niveaux de plaidoyer de l'action climat).

---

<sup>4</sup> D'après le rapport de la CCFLA (2015) : 1/incertitude liées aux politiques réglementaires et fiscales ; 2/Difficulté à intégrer les objectifs climatiques dans la planification des infrastructures urbaines ; 3/ Manque d'expertise des territoires dans le développement de projets d'infrastructures à faibles émissions et résilients qui peuvent attirer le financement ; 4 / Contrôle insuffisant de la ville sur la planification des infrastructures et coordination des parties prenantes complexe ; 5/coûts élevés de transaction ; 6/ manque de modèles de financement éprouvés au niveau local.



## Coalition Financements - Septembre 2016

---

- Sur la base des **enjeux communs identifiés**, à travers la mobilisation et contribution des différents groupes d'acteurs identifiés en Annexe, et **l'analyse des solutions opérationnelles développées et à encourager pour améliorer la localisation de la finance climat**, la Coalition se donne également pour objectif de **co-construire une expertise et une analyse critique** sur les besoins, les ingénieries, les innovations, les propositions et opportunités en matière de financement de l'adaptation et de l'atténuation. L'objectif est ainsi de renforcer l'expertise de ses membres et de faire évoluer les pratiques et standards de la Finance climat au niveau des territoires (intermédiations, garanties, orientation des flux financiers vers le local, Finance projet, Green Bonds etc.) pour **soutenir la mise en œuvre de projet à forts potentiels environnemental, social, et de gouvernance et éviter le financement de projets et d'infrastructures allant à l'encontre de l'atteinte des ODD et des engagements climats.**

En outre afin d'atteindre ces objectifs et de pouvoir en mesurer la progression, il conviendra d'établir des **mesures de suivi et d'évaluation simple, efficaces et mesurables.**

*La réflexion sur les enjeux prioritaires de la coalition abordera donc tout particulièrement les questions de production, gestion, collecte, diffusion de données et d'information incluant des données sexo-spécifiques, de renforcement de capacités. Elle s'attachera également à la mise en œuvre d'outils, d'ingénieries, de stratégies, adaptées au niveau local à l'ensemble des acteurs des territoires (collectivités territoriales, entreprises et coopératives, banques commerciales et coopératives, assurances, investisseurs privés, organisations de la société civile, réseaux informels, organisations de femmes...) en vue d'œuvrer en synergie.*

## 4. Enjeux communs prioritaires

Répondre aux enjeux communs identifiés et présentés ci-dessous permettra à la finance climat de faire levier sur les montants investis en faveur du développement durable et tenter ainsi de combler l'écart entre les besoins et les moyens effectivement disponibles aujourd'hui et avoir une meilleure connaissance des modalités de financement climat disponibles pour les acteurs non-étatiques.

### 4.1 : Identifier, structurer et planifier les besoins d'investissements nécessaires pour faire face au changement climatique, et concevoir des projets climato-compatibles adaptés :

- **Renforcer les capacités** techniques, de préparation, de gestion et de formulation de projets climats, afin d'assurer la transversalité de l'enjeu climat dans les politiques territoriales (Facilités de préparation de projets – cf AFD, BID, *Cities Climate Finance Training...*) ;
- Avoir une meilleure **connaissance des besoins de financement par l'estimation du coût** complet de la fourniture des services essentiels dans les villes en développement (tenant compte du surcoût lié à l'adaptation lutte contre le changement climatique), et des besoins des populations, notamment celles disproportionnellement impactées et discriminées, comme les femmes ;



## Coalition Financements - *Septembre 2016*

---

- Promouvoir et accompagner la mise en place d'approches territoriales systémiques, participatives et inclusives, d'outils de planification des aménagements et investissements nécessaires type PCET et d'identification de leurs co-bénéfices ([nouvelle génération de MACC cf. l'IDDRI- WRI](#)) ;
- Définir et promouvoir des labels de qualité intégrant des indicateurs sociaux, y compris de genre, et de performance pour encourager l'investissement, amplifier l'accès à la finance climat pour des projets territoriaux durables et inclusifs, et améliorer leurs impact ([valorisation du TAP, Certification SURE pour les infrastructures durables, systèmes d'inventaires des émissions territoriales Explicit/Everimpact, Result-based Finance, valorisation des stratégie genre de certains fonds climat...](#)) ;
- Repenser, expérimenter et capitaliser sur les stratégies partenariales locales, nationales et internationales (via la coopération décentralisée, l'intégration verticale, une gouvernance inclusive de l'Agenda des solutions) pour le financement des territoires résilients renouvelant la gouvernance locale, dans un esprit de co-élaboration et co-mise en œuvre de la stratégie de développement durable ([PPP renouvelés, Budgets participatifs, Financement de la coopération décentralisée climat...](#)) ;
- **Intégrer dans les priorités d'investissement les thématiques** : partenariats entre les territoires, égalité de genre, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ainsi que l'accès à l'eau pour les agricultures familiales, l'accès à la formation et au transfert de technologie, en particulier pour les femmes ([travail mené par UNCDF](#)) ;

**4.2 : Créer un environnement favorable et des conditions stables accompagnés de mécanismes de redistribution et d'accession des fonds climat au niveau local** pour accroître la mobilisation des ressources par l'ensemble des acteurs des territoires et permettre de réaliser des investissements durables :

- Assurer une décentralisation financière permettant l'investissement de long terme des gouvernements locaux, intégrant des critères d'égalité de genre (dotations stables et prévisibles, capacité fiscale accrue, compétence de gestion d'infrastructures productives, fléchage vers des groupes sociaux spécifiques, etc.). ([Sustainable Energy Investment Forum \(SEIF\) : Orienter les fonds de l'Union Européenne vers les projets d'énergie durable et efficacité énergétique à travers la création d'un cadre réglementaire \(Climate Alliance\)](#)) ;
- **Promouvoir le dialogue multi-acteurs et multi-niveaux**, par la sensibilisation de tous les acteurs aux enjeux de la finance verte et des pratiques financières innovantes (dispositifs 1% eau/déchet, financement de la coopération décentralisée, impact investment)- cf [Groupes de travail de la CCFLA, Working Group on Financing \(WGoF\) pour faire se rencontrer les villes et les responsables des programmes de financements de l'Union Européenne \(Climate Alliance\), systèmes de compensation carbone des émissions des entreprises \(ex : La Poste\)](#) ;



## Coalition Financements - *Septembre 2016*

---

- Modifier et clarifier les critères d'attributions, exigences économiques et réglementaires pour permettre l'accès des fonds climat aux acteurs des territoires y compris aux populations vulnérables ou défavorisées ; veiller à dé-complexifier le paysage du financement climat, notamment pour en faciliter l'accès à ceux qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire les plus vulnérables (ne pas écarter encore plus les organisations à la base et les autres petites collectivités incapables de comprendre/gérer de lourdes ingénieries financières) ; garantir la possibilité de faire du suivi des financements engagés par les pays en développement qui entrent difficilement dans des critères trop stricts ;
- **Harmoniser les méthodes de comptabilisation des financements à l'échelle internationale** (cf. [Fast track Finance, méthodologie de comptabilité des flux financiers par CDP, MDBs initiative to track climate finance](#)) ;

**4.3 : Mobiliser une panoplie large de financements** à la fois publics et privés, locaux, nationaux, et internationaux qui répondent aux besoins des plus vulnérables, des territoires ruraux et des populations les plus pauvres, notamment les femmes et les petits paysans et encouragent la transition vers des modèles entrepreneuriaux durables (taxes environnementales, marchés carbone locaux...) :

- A travers la mise en réseau et le partage d'expérience, promouvoir le renforcement de capacité des porteurs de projets locaux et des intermédiaires financiers en matière d'ingénierie financière et d'accompagnement à la formulation de projets, et leur donner les moyens de tester leurs idées et de se développer ([Climate Alliance/CITYinvest dans le domaine de la rénovation énergétique des bâtiments etc./ Facilités de préparation de projets, etc.](#)) ;
- Soutenir, participer et renforcer les plateformes internationales d'échange et de renforcement de capacités par les échanges de pratiques entre pairs, et garantir un meilleur accès à l'information pour faciliter le dialogue entre les porteurs de projets et les investisseurs ([CCFLA, Pratiques de Matchmaking Climate KIC / R20, Création de réseaux internationaux d'experts, de mise en relation entre projets ESS/ Climat et fondations et de mobilisation de l'intelligence collective cf. Openteam/ Réseau des IFS / Réseaux d'ONG de femmes](#)) ;
- Identifier et accompagner les innovations et ingénieries financières qui sont à même de produire de l'impact mesurable notamment en milieu rural et auprès des populations vulnérables ([dispositifs 1% eau/déchet, financement de la coopération décentralisée, impact investment, performance based/impact investment, taxes et incitations, greenbonds locaux, fonds d'épargne citoyens pour l'amorçage de projets nécessitant un capital patient, fonds de garantie dédiés à la création d'activités par les femmes](#)) ;
- **Accroître la mobilisation des ressources locales** pour financer la résilience des territoires, incluant les territoires ruraux, **à travers des modèles de financement hybrides** ([Système de royalties en France, Crowdfunding et application mobile...Participations dans des coopératives, microcrédit, pour soutenir les activités génératrices de revenus et assurer une sécurité foncière](#)) ;



## Coalition Financements - *Septembre 2016*

---

- **Systématiser des approches et modèles financiers de la Finance Climat** dans des environnements neufs et dans l'incertitude des retours sur investissement et coûts réels des infrastructures (adaptation, atténuation en fonction des secteurs) ;
- Promouvoir des mécanismes adaptés pour orienter les flux de financement du développement, l'épargne mondiale provenant de l'APD et de la finance climat, vers les projets durables et inclusifs portés par des acteurs locaux ([étude de l'IDDRI sur les mécanismes de garantie, dons/subventions– pour des projets non rentables, blended finance, etc](#)) ;

### **4.4 : Organiser les synergies et les coopérations au niveau des territoires, entre les acteurs et dans une visée globale**

- **Valoriser des réseaux internationales d'échange d'information et de renforcement de capacités** par les échanges de pratiques entre pairs, et garantir un meilleur accès à l'information pour faciliter le dialogue entre les porteurs de projets et les investisseurs ([La CCFLA travaille sur une plateforme d'information sur les conditions d'accès des collectivités dans le monde aux financements climat des grandes banques de développement et autre investisseurs](#))
- **Créer des plateformes digitales de mise en relation entre les projets ESS/climat** (par des porteurs de projet de tous types issus de la société civile et autorités locales) et les fondateurs et financeurs à l'échelle internationale, et mobiliser l'intelligence collective des sociétés civiles à l'international sur des initiatives clés, appuyant la recherche de modèles hybrides de financements climats adaptés ([La plateforme Open Team facilite aussi la publication d'appels à projets pour les fondations ; coopératives de citoyens pour la production d'énergie renouvelable décentralisée, les clusters territoriaux d'acteurs de type pôles territoriaux de coopération économique \(PTCE\), les laboratoires de l'innovation financière...](#))

## **5. Préconisations en vue de la COP22, Habitat III (à développer lors de la discussion sur les enjeux communs lors du forum à Climate Chance)**

Identifier, promouvoir et renforcer les outils, mécanismes et instruments financiers adaptés pour permettre aux acteurs non-étatiques porteurs de projets d'accéder aux ressources existantes, de mobiliser, et gérer une panoplie large de financements à la fois publics et privés, locaux, nationaux, et internationaux qui répondent aux besoins de tous et encouragent la transition vers des modèles de production, de consommation, et d'entrepreneuriat durables.





## 6. Agenda international 2016 (à compléter par les différents acteurs)

- 26-28 Septembre - Climate Chance  
17-20 Octobre - Habitat 3  
14 Novembre - Sommet des élus locaux et régionaux pour le Climat de Marrakech  
7-18 Novembre - COP22

## 7. Liste des partenaires et des contributeurs potentiels identifiés (à compléter)

- Gouvernements Locaux et Régionaux : réseaux et coalitions dédiées
  - CGLU
  - C40
  - ICLEI
  - Climate Goup/Climate Alliance
  - FMDV
  - R20
  - Global Covenant of Mayors
  - CCFLA
- Finance Publique : Banques de Développement Multi et bilatérales, fonds climats spéciaux, fonds souverains, Institutions Financières intermédiaires
  - CCFLA
  - Agence Française de Développement (AFD)
  - IDFC
  - GCF
  - GEF
  - BM
  - LTIIA
  - UNEP FI
  - UNCDF
  - PNUE
- Finance Privée : banques, microfinance, financement participatif, banques éthiques et coopératives, investisseurs privés, et assureurs
  - groupe de travail finance privé du LPAA+ comité mixte Marocain
  - European Crowdfunding Network
  - Carbon Pricing Leadership
  - Global Alliance for Banking on Values (GABV)
  - Climate Bond initiative
  - We do good
  - GABV



## Coalition Financements - *Septembre 2016*

---

- Entreprises (Multinationales, PME, SME, Coopératives) :
  - La Poste
  - European Association of Small and Medium-sized Enterprises (UEAPME)
  - Medef
- Société civile organisées et Mouvements sociaux
  - WECF / WEP (Women Environmental Program)
  - Women and Gender Constituency (WGC)
  - Open team
  - WWF
  - Climate Action Network (CAN)
  - GERES
  - OPENTTEAM
- Recherche
  - Novethic
  - IDDRI
  - I4CE
  - Eurodad
  - True Costs
  - Explicit-Everimpact
- Syndicats
  - Confédération syndicale internationale (CSI)
- Fondations
  - Bloomberg Philanthropies
  - Heinrich Böll Fondation
- Représentants des autres coalitions de Climate Chance

## **Annexe 2 – Liens avec les autres coalitions**

- Coopération décentralisée : Pour que la coopération décentralisée puisse continuer à servir l'Agenda 2030 et l'atteinte des objectifs du Global Climate Action Agenda et des ODD, les collectivités doivent avoir accès à des financements adéquats
- Eau et assainissement : Le financement de l'adaptation en général reste ainsi bien en-deçà des besoins des pays en développement, notamment dans le domaine de l'eau (distribution municipale et industrielle de l'eau, protection contre les inondations, extension et amélioration de l'efficacité de l'irrigation pour l'agriculture). De plus, les financements sont principalement effectués sous forme de prêts, sont dédiés des projets d'atténuation, et laissent donc de côté les populations les plus démunies
- Planification : L'enjeu majeur en termes de planification urbaine et territoriale de villes durables réside dans la mise en œuvre de la transition énergétique et l'adaptation des territoires au changement climatique. Cette mise en œuvre passe par des instruments financiers adaptés aux différents contextes locaux, qui permettront de financer les politiques publiques nécessaires.